

Manifestation du 16 octobre

Serge RAGAZZACCI – intervention de l'UD CGT-

**« Désormais, nous mettrons définitivement l'homme à l'abri du besoin.
Nous en finirons avec les angoisses du lendemain ! » Ambroise Croisat**

C'est pas ces mots que Ambroise Croisat synthétise le grand projet de sécurité sociale mis en place à la sortie de la guerre dans un pays ruiné qui a subi l'occupation nazie, la collaboration de Vichy, la collaboration massive du patronat français. Ce projet de sécurité sociale reprend les propositions de la résistance plus connu sous le titre « programme du CNR les jours heureux »

La réponse à l'horreur de la guerre et à l'horreur de la destruction massive de l'économie du pays c'est la sécurité sociale, ce sont des droits nouveaux pour l'ensemble des salariés, c'est la garanti qu'apporte la solidarité et l'intérêt collectif sur la rapacité de l'intérêt individuel. C'est dans le même temps une série de nationalisation qui permet à la puissance publique de reprendre en main le secteur bancaire, de relancer l'industrie et la création de richesse. Le patronat et les secteurs réactionnaires sont contraints par l'œuvre de la résistance de céder à l'exigence sociale. Une nouvelle république plus juste, plus solidaire, plus sociale naît et répond aux aspirations de cette jeunesse française, italienne, espagnole, algérienne qui a combattu les armes à la main pour chasser l'occupant et instaurer un nouvel ordre social.

Depuis le patronat du CNPF au MEDEF n'aura de cesse de revenir sur ces conquies sociaux, il n'aura de cesse d'obtenir un dé tricotage minutieux des formes de solidarité. De s'extraire de ses obligations pour conserver une part toujours plus grande de la richesse produite. Avec le gouvernement Ayrault et valls l'appétit du MEDEF n'a plus de limite.

Le CICE vient en aide à des entreprises qui suppriment de l'emploi, et gavent leurs actionnaires. L'argent public celui de la sécu est offert sans contrepartie à des patrons qui lorsqu'ils embauchent le font à 85% en contrat précaire. Ils condamnant la jeunesse d'aujourd'hui à vivre plus mal que ses aînés. C'est un recul social sans précédent. Les services publics continuent à être démantelés, bradés par pièce par pièce à la concurrence du privé, le gel des salaires et maintenant celui des pensions sont la règle. Pas un jour sans que nous entendions parler des charges qui pèsent sur ce patronat qui vient d'être épinglé par la cour des comptes, la fraude sociale est estimée à 25 milliards d'euros quand le trou de la sécu est de 14 milliards. L'URSSAF est désarmée peu à peu et ne contrôle plus que 11% des entreprises.

Les dividendes sont en hausse de 30 %, le nombre de millionnaire augmente, des fortunes déjà colossales sont en progression de 25% sur une année et on nous parle de crise ? Le gouvernement nous dit que les caisses sont vides ? Ouvrons les yeux, de l'argent il y en a dans les poches du patronat !

Dans notre département le service rendu aux usagers à la CARSAT, à la CAF, à la CPAM, se réduit « ils appellent ça la modernisation » recevoir mal, et moins, moins remboursé, moins renseigné, creuser les inégalités c'est leur vision de la modernité. L'hôpital est asphyxié. Les salariés des organismes sociaux sont en grève avec ceux de la

santé pour obtenir de meilleures conditions de travail, des créations d'emploi, un service public de qualité. C'est tout le contraire qu'offre le pacte de responsabilité et la PLFSS.

Alors que le CNR avait comme principe que : « **Jamais le droit à la santé ne sera garanti si l'institution, du haut en bas, n'est pas gérée par les intéressés eux mêmes** » les salariés n'élisent plus leurs représentants dans les caisses et celle de l'Hérault un comble est gérée par le MEDEF.

Nous refusons le chantage du MEDEF qui veut accaparer toujours plus de richesses du pays. Le million d'emploi promis est leurre il ne permettra pas de réduire le chômage, surtout quand on continue à autoriser les licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits, quand on supprime de l'emploi public et réduit la solidarité.

Nous voulons que le pays s'engage vers une véritable transformation sociale qui fasse du plein emploi solidaire son objectif premier. C'est par l'emploi et l'augmentation des salaires que nous sortirons de la crise et de l'austérité. Ce sont les garanties sociales et les droits des travailleurs qui permettront de retrouver le chemin de la croissance. Partout où l'on sabre les garanties collectives les populations s'enfoncent un peu plus dans la pauvreté il en est ainsi de l'Espagne, de l'Italie et de la Grèce. L'austérité est socialement injuste et creuse chaque mois les déficits qu'elle prétend combler. Seule la finance se réjouit de ces politiques qui lui garantisse une rente en dizaine de milliards.

Nous avons une ambition à la CGT celle de pouvoir « **vivre et travailler dignement dans l'Hérault** »

Nous revendiquons :

Des établissements de santé répondant aux besoins des populations, pas au diktat de la finance.

Des caisses de sécurité sociale gérées par les salariés avec l'organisation de l'élection des administrateurs

Annulation de l'ensemble des aides publics et des exonérations qui ne permettent pas la relance industrielle et la création d'emploi. Ni le maintien des services publics et de la solidarité interprofessionnelle

Age de départ en retraite ramené à 60 ans

Possibilité de partir dès 55 ans pour les travaux pénibles

Pas de pension inférieure à 75% des derniers salaires

Pas de pension inférieure au SMIC

SMIC à 1700 euros brut

Arrêt des licenciements, mise en place de la responsabilité territoriale des entreprises

Suppression de la mesure dite des ruptures conventionnelles

Des moyens pour la prud'homie et maintien de l'élection des CPH

Egalité entre les femmes et les hommes dans le travail et à la retraite

Un plan d'urgence pour la jeunesse qui conduise à réduire la précarité dans le privé comme dans le public

Une réforme territoriale basée sur la consultation des organisations citoyennes et des populations. Pas sur le diktat des marchés européens.

Réduction du temps de travail sur un principe « **travailler tous, pour travailler mieux, pour vivre mieux, pour gagner plus !** »

Nous exigeons enfin un nouveau statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle qui garantissent à chacune et à chacun le maintien de ses droits et la garantie de ses ressources.

Mes camarades des propositions et des réponses à cette crise nous en avons et de très nombreuses. Elles ne manquent pas, mais elles n'ont de sens qu'à partir du moment où nous convaincrions l'ensemble des travailleurs d'engager le pays vers une transformation en profondeur de notre société.

Nous devons convaincre les anxieux que la victoire est possible, nous devons débattre avec les craintifs que la lutte nous redresse, nous devons convaincre toutes et tous que ce patronat on ne le convainc pas on le combat et on le contraint.

Rien n'est acquis mais beaucoup reste à conquérir !

Enfin je terminerai par cette situation de Ambroise :

« Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul avantage de la sécurité sociale, nous défendrons avec la dernière énergie et à en mourir cette loi humaine et de progrès... »

Vive l'unité des travailleurs ! Vive la sécurité sociale !